

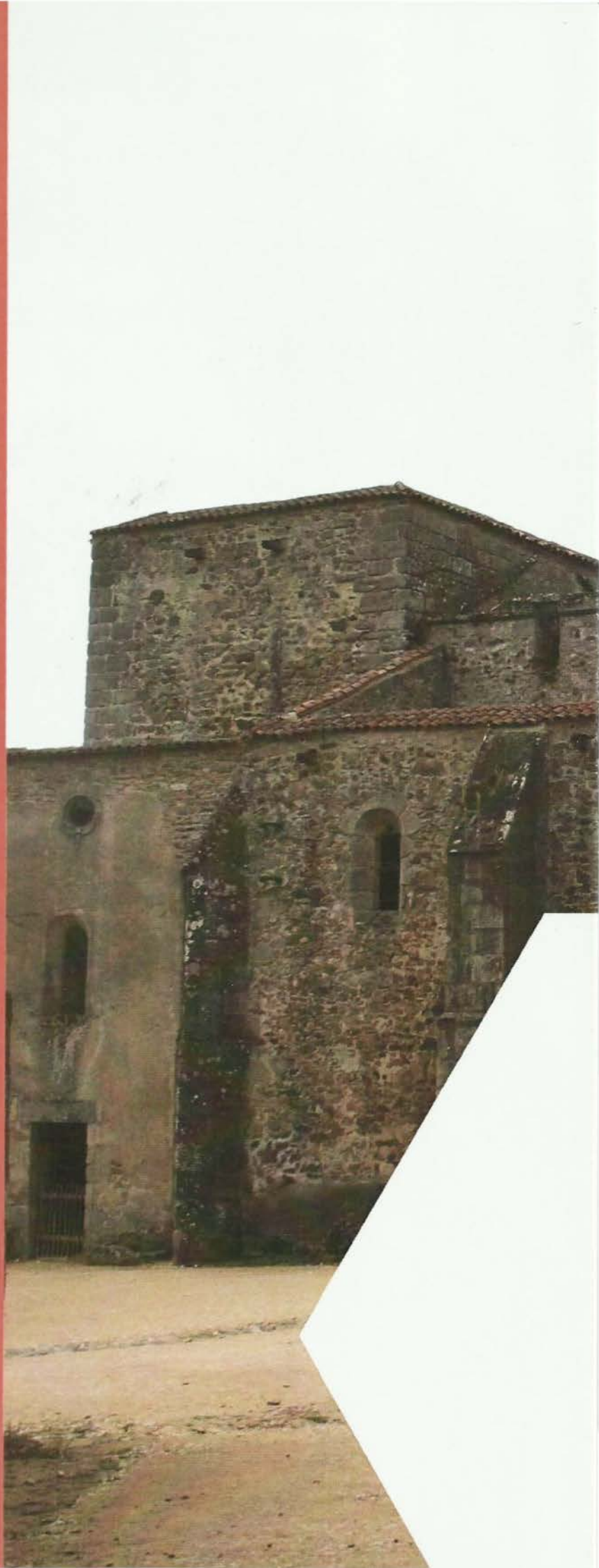
Vincent Reynouard

L'affaire Oradour-sur-Glane

Vincent Reynouard raconte huit ans de persécutions judiciaires



De 1997, année de la parution de son ouvrage : Le massacre d'Oradour. Un demi-siècle de mise en scène, à 2005, avec l'arrêt de la cour de Cassation, Vincent Reynouard a connu huit ans de persécutions judiciaires de la part des gardiens de la Mémoire d'Oradour. A l'occasion de la mise en ligne de son D.V.D. Oradour : la contre-enquête, il revient sur ces huit années de combat.



Affaire Oradour-sur-Glane : Vincent Reynouard raconte huit ans de persécutions judiciaires

Le 14 décembre 1944, à 16 heures, un avion allemand survole la commune d'Oradour-sur-Glane. Il est chargé de bombes incendiaires et de bombes à fragmentation. L'aviateur, qui est un pilote expérimenté, se dirige vers le village. Les habitants, qui sont tous rassemblés sur la place, voient l'avion s'approcher. L'aviateur jette ses bombes. Les bombes explosent. Le village est détruit. Les habitants sont tués. Les survivants sont persécutés judiciairement pendant huit ans.

Le 14 décembre 1944, à 16 heures, un avion allemand survole la commune d'Oradour-sur-Glane. Il est chargé de bombes incendiaires et de bombes à fragmentation. L'aviateur, qui est un pilote expérimenté, se dirige vers le village. Les habitants, qui sont tous rassemblés sur la place, voient l'avion s'approcher. L'aviateur jette ses bombes. Les bombes explosent. Le village est détruit. Les habitants sont tués. Les survivants sont persécutés judiciairement pendant huit ans.

Affaire Oradour-sur-Glane : Vincent Reynouard raconte huit ans de persécutions judiciaires

De 1997, année de la parution de son ouvrage : *Le massacre d'Oradour. Un demi-siècle de mise en scène*, à 2005, avec l'arrêt de la cour de Cassation, Vincent Reynouard a connu huit ans de persécutions judiciaires de la part des gardiens de la Mémoire d'Oradour. A l'occasion de la mise en ligne de son D.V.D. *Oradour : la contre-enquête*, il revient sur ces huit années de combat.

Oradour et révisionnisme : Vincent Reynouard et un Limougeaud renvoyés en correctionnelle

Un septuagénaire domicilié à Limoges serait l'auteur de l'envoi des publicités proposant l'achat de la vidéo révisionniste.

"Le Populaire du Centre", 17 septembre 2003

VINCENT REYNOUARD, l'auteur d'une vidéo révisionniste sur le massacre d'Oradour-sur-Glane, va être cité à comparaître avant la fin de l'année devant le tribunal correctionnel de Limoges. Il a été renvoyé devant cette juridiction par le magistrat instructeur, Christine Fourrel, pour répondre du délit d'apologie de crimes de guerre. Il sera comparu...

Le mensonge est connu : le 10 juin 1944, les enfants et les femmes morts dans l'église d'Oradour n'auraient pas été massacrés par les Waffen SS, ils auraient péri à la suite d'une explosion provoquée par des explosifs cachés par les résistants. Elaborée dès la fin de la...

plumée pour la carrière vidéo, n'hésitant pas à filmer sur les lieux de la tragédie.

Confondu par des experts

sans avoir rien demandé, la vidéo interdite.

Après trente mois d'instruction — qui l'a...

Vincent Reynouard en bien fait l'apologie

gale un qui dé. tra. O : l' r s u

RÉVISIONNISME ■ Le réalisateur de la vidéo niant le massacre d'Oradour condamné en appel
Peine doublée pour Vincent Reynouard



Reynouard «gagne» en cassation. Colère à Oradour

FAGG FRANCE

Aujourd'hui [10 juin 2013], les autorités françaises commémoreront le 69^{ème} anniversaire du massacre d'Oradour-sur-Glane. Je profiterai donc l'occasion pour dévoiler au grand public le résultat de mon enquête sur les faits, résultats consignés dans mon D.V.D. intitulé : *Oradour, la contre-enquête*. Dès demain, ce D.V.D. sera intégralement disponible sur notre chaîne *SansConcessionTV*.

Dans cette affaire, les faits historiques sont essentiels, mais ils ne sont pas les seuls : la manière dont

les gardiens de la Mémoire ont réagi lorsque, à partir de 1997, j'ai publié les premiers résultats de mon enquête, est très révélatrice. En réagissant comme ils l'ont fait, les gardiens de la Mémoire se sont trahis. Plus exactement, ils se sont dévoilés tels qu'ils étaient : des menteurs inquiets. Si, depuis 1945, ils avaient pu porter le masque de la pauvre victime innocente, c'est parce que, jusqu'à la parution de mon ouvrage, aucune contre-enquête scientifique n'avait été publiée.

Mon ouvrage est paru en mai 1997. Dès octobre 1996, toutefois, sa parution avait été annoncée dans l'hebdomadaire *Rivarol*. Alertés, les gardiens de la Mémoire avaient immédiatement réagi : ils avaient saisi le préfet de la Haute-Vienne et le ministre de l'Intérieur afin d'empêcher la publication et la diffusion du livre. C'est eux-mêmes qui l'ont révélé dans un article paru en juin 1997. Avant même, donc, d'avoir lu l'ouvrage, ils voulaient l'interdire (ill. 1). Quel aveu de trouille !

Naturellement, ni le préfet ni le ministre ne purent faire quoi que ce soit contre un écrit qui, matériellement, n'existait pas encore. Mais une fois mon ouvrage paru, les gardiens de la Mémoire s'agitèrent et déposèrent une « *motion d'urgence* » pour obtenir le plus rapidement possible la saisie de ce livre blasphématoire (ill. 2). Toutefois, comment faire, au pays de la liberté de recherche et d'expression, pour interdire une contre-enquête purement historique et scientifique ? Pour y parvenir, le ministère de l'Intérieur se rendit coupable de discrimination. Au motif que mon livre avait été édité en Belgique, il s'appuya sur l'article 14 de la loi sur la « liberté de la presse », c'est-à-dire sur un décret-loi publié peu avant la seconde guerre mondiale et qui donnait au ministre de l'Intérieur le pouvoir d'interdire une publication si elle était « *imprimée à l'étranger* ». En matière de discrimination — ici fondée

ORADOUR-SUR-GLANE (87)

L'Etat doit intervenir contre le révisionnisme

La présence de l'un des auteurs de l'ouvrage révisionniste sur Oradour-sur-Glane mardi matin, jour de la cérémonie commémorative du 53^e anniversaire du massacre, a suscité beaucoup de réactions (voir notre précédente édition). « C'est une véritable insulte à la mémoire des victimes de la barbarie nazie », déclare pour sa part Patrick Charles, maire-adjoint de Limoges (ADS).

L'élus limougeaud rappelle par ailleurs, qu'alerté début février par des amis parisiens qui participent à un « comité de vigilance » et suivent les publications d'extrême droite, il avait saisi le ministère de l'Intérieur le 13 février dernier ainsi que le préfet afin d'empêcher la publication et la diffusion de ce livre concernant Oradour.

« Le ministère m'avait répondu qu'il saisisait le mi-

nistère de la Justice, compétent pour intervenir », précise Patrick Charles, « monsieur le préfet m'indiquait quant à lui qu'il serait très attentif aux problèmes susceptibles d'être engendrés par la parution de ce document ».

« Je regrette que les services de l'Etat ne puissent avoir une intervention plus efficace face à des problèmes de ce type », poursuit Patrick Charles, « l'annonce de la sortie prochaine de l'ouvrage intitulé alors « Oradour 50 ans de mensonges » était publiée dans « *Rivarol* » (revue de l'extrême droite NDLR) le 18 octobre 1996. Je n'avais pas rendu publiques mes démarches, estimant qu'il ne serait pas judicieux de contribuer à faire connaître l'existence d'un ouvrage révisionniste. Aujourd'hui, la situation est différente, l'affaire est rendue publique ».

Echo du Centre, 12 juin 1997

Illustration 1 : dès avant la parution du livre de Vincent Reynouard, les gardiens de la Mémoire d'Oradour en demandaient l'interdiction. Quel aveu !

Illustration 2 : une fois l'ouvrage paru, les gardiens de la Mémoire s'agitèrent et déposèrent une « *motion d'urgence* » pour obtenir le plus rapidement possible la saisie de ce livre blasphématoire

HISTOIRE

Oradour : J.-P. Chevènement saisit le garde des Sceaux

Une motion d'urgence a été présentée hier devant le Conseil général de la Haute-Vienne par Roland Mazoin, Marcel Rigout, André Demery et le groupe communiste ADS, pour la saisie d'un ouvrage révisionniste sur la tragédie d'Oradour-sur-Glane.

En effet, après la publication récente, par un auteur lié à l'extrême droite, d'un ouvrage révisionniste sur la tragédie d'Oradour-sur-Glane, les élus ont voulu souligner le danger que constitue la publication et la circulation d'ouvrages falsifiant l'Histoire et

sur la nationalité — on pouvait difficilement faire mieux. Naturellement, le document qui prévenait mon éditeur qu'une mesure d'interdiction allait être prise ne soufflait mot de cette discrimination. A la place, il mentait purement et simplement (ill. 3). Le seul motif invoqué reposait sur le prétendu « *risque de trouble à l'ordre public* » qu'aurait fait courir mon ouvrage qualifié de vecteur de « *propagation de la thèse négationniste de l'existence de crime contre l'humanité* ». Or, Oradour n'a jamais été qualifié de crime contre l'humanité, puisque, d'après la thèse officielle, les Waffen SS auraient massacré les villageois non à cause de leur origine (nationale, ethnique ou religieuse...) mais pour exercer des représailles et intimider la Résistance. Oradour était donc un crime de guerre. Par conséquent, la lettre du ministère de l'Intérieur à mon éditeur était mensongère, et ce mensonge sera plus tard repris afin de me poursuivre abusivement...

Mon éditeur se contenta de répondre aux autorités françaises qu'elles étaient folles et qu'il ne discutait pas avec les fous. Le 7 septembre 1997 parut au *Journal officiel* l'arrêté d'in-

terdiction du livre (ill. 4). Sans surprise, il reprenait l'argument discriminatoire fondé sur la publication à l'étranger. Il y ajoutait que mon ouvrage avait « *été rédigé à l'aide d'une documentation étrangère* » parmi laquelle un livre allemand déjà interdit en 1991. Outre que cet argument était faux (la majorité de mes sources étaient françaises), il fallait en déduire que sur Oradour, le ministère de l'Intérieur était en droit de dicter à l'historien les sources qu'il pouvait ou qu'il ne pouvait pas utiliser. Ubuesque ! Quant au deuxième motif (la menace de trouble à l'ordre public) le ministère de l'Intérieur n'avait plus osé utiliser le mensonge auquel il avait recouru auprès de mon éditeur : mon livre était qualifié de « *provocation à l'égard des résistants et des familles des victimes des crimes de guerre nazis commis à Oradour-sur-Glane* ». C'était poser comme principe et base certaine ce que mon livre discutait : y'avait-il eu « *crime de guerre* » à Oradour ?

Le même mois, la presse annonça la tenue, à Gardanne, du Salon du livre antifasciste. Les organisateurs fustigeaient la Bête immonde et les fascismes avant d'écrire : « *Comme*

Illustration 4 : le décret d'interdiction du livre de Vincent Reynouard sur le drame d'Oradour tel qu'il parut au Journal Officiel le 7 septembre 1997

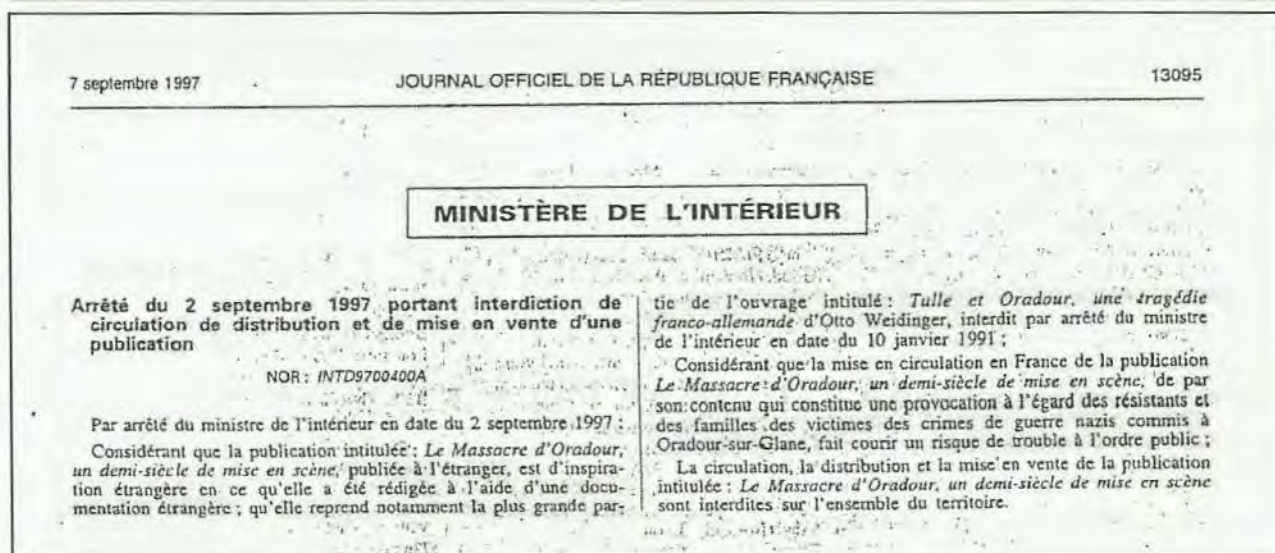


Illustration 3 : le ministère de l'Intérieur français avertit l'éditeur belge du livre de Vincent Reynouard de son intention d'interdire ledit ouvrage

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Paris, le 23 JUIL. 1997

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

SOUS DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

2107D2/SS/GG/72543
LIB/7/N° *ABOG*

Monsieur,

Je vous informe que mes services envisagent de proposer au ministre de l'Intérieur, sur le fondement de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 modifiée, sur la liberté de la presse, une mesure d'interdiction à l'encontre de l'ouvrage intitulé : "Le Massacre d'Oradour, 1 demi-siècle de mise en scène", élaboré par un collectif de libres chercheurs, animé par Vincent Reynouard, pour le motif suivant :

La publication intitulée "Le Massacre d'Oradour, 1 demi-siècle de mise en scène", de par son contenu qui contribue à la propagation de la thèse négationniste de l'existence de crime contre l'humanité, fait courir un risque de trouble à l'ordre public.

Conformément au décret du 28 novembre 1983 relatif à la procédure contradictoire, vous disposez d'un délai de 8 jours pour me présenter vos éventuelles observations, qui doivent être adressées à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
11, rue des Saussaies
75008 Paris

Veuillez croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments distingués.

Le directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques
Joan-Paul FAUGERE

Monsieur Siegfried Verbeke,
Verantwoordelijke uitgever
v.z.w. Vrij Histrich Onderzoek
Boîte postale 60, B-2600 Berchem, Flandre, BELGIQUE

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 - STANDARD ☎ 01.49.27.49.27 - 01.40.07.60.60

31

toujours, par eux, le livre est attaqué, censuré » (ill. 5). Le 15 octobre, j'envoyais aux deux organisateurs de ce Salon l'arrêté d'interdiction de mon livre en leur rappelant que le signataire, Jean-Pierre Chevènement, n'était pas un « fasciste » d'hier, mais un socialiste d'aujourd'hui (ill. 6). Je les mettais ensuite devant leurs responsabilités en espérant que cette censure « démocratique » serait dénoncée lors du Salon de Gardanne.

« Dans le cas contraire, écrivais-je, j'en déduirai que vos initiatives ne correspondent à aucune conviction véritable et qu'au-delà des mots, vous observez un comportement identique à celui des fascistes que vous dénoncez ». Cette lettre ne reçut aucune réponse et, à Gardanne, les organisateurs du Salon du livre antifasciste se gardèrent bien d'évoquer l'interdiction de mon livre...

fascismes d'aujourd'hui

EDITORIAL

Et pourquoi ce serait toujours la misère, le chômage, le désespoir et son cortège de haines : la haine de soi, la haine de l'autre, la haine des autres ?

La bête immonde a toujours fait semblant de panser les plaies : pour mieux blesser, pour mieux tuer.

Avec de nombreuses actions de proximité, la lutte contre les fascismes crée de nouveaux liens, de nouvelles solidarités.

Le "non" à la haine devient un "oui" à l'espoir et à la vie.

Comme toujours, par eux, le livre est attaqué, censuré.

Il devient un enjeu considérable pour tous ceux qui combattent le fascisme, l'intolérance et les inégalités.

Avec le Salon du livre antifasciste qui se tient à Gardanne en novembre 1997, les professionnels du livre se lèvent et prennent position aux côtés des associations et de tous les démocrates.

D'autres le feront demain, à leur manière.

Essayons ensemble "d'éclairer sans brûler", de dialoguer, de prévenir et d'agir contre le fascisme avant qu'il ne soit trop tard.

C'est le sens de l'action entreprise avant, pendant et après ce Salon.

Ces rencontres, échanges, prises de conscience amorceront le temps de leur recul : la contre-offensive est en marche.

Comme un torrent, ce mouvement doit déferler et enfler encore et encore...

Ils étaient vingt et cent, ils étaient des milliers à Strasbourg...

Nous serons des milliers à Gardanne...

Nous serons des millions avec Gardanne, décidés à en finir, à tout jamais, avec les fascismes d'aujourd'hui, d'ici et d'ailleurs.

CAP 250 / Marseille

Septembre 1997

Illustration 5 : septembre 1997, la presse annonce la tenue, à Gardanne, du Salon du livre antifasciste

Illustration 6 : lettre envoyée le 15 octobre 1997 par Vincent Reynouard aux deux organisateurs du « Salon du livre antifasciste » de Gardanne

Vincent REYNOUARD
B.P. 21
ST-GILDAS DES BOIS

à Saint-Gildas, le 15 octobre 1997

à Madame Simone ROCHE
Monsieur Jean TABET

Madame, Monsieur,

J'ai appris, il y a peu, l'organisation d'un « *salon du livre antifasciste à Gardanne* ».

Dans l'éditorial du programme, signé « CAP 250/Marseille », j'ai lu la phrase suivante :
« **Comme toujours, par eux [les fascismes], le livre est attaqué, censuré** ».

Je joins à la présente l'extrait d'un arrêté du Ministère de l'Intérieur qui **attaque et censure** un livre.

Cet arrêté ne date pas de cinquante ans ; il n'a pas été pris sous Hitler, sous Pétain, sous Mussolini, sous Franco, sous Salazar...

Cet arrêté date d'il y a un peu plus d'un mois ; il a été pris sous la Cinquième République ; il est signé par un socialiste, Jean-Pierre Chevènement.

Dois-je en conclure que les gens qui nous gouvernent actuellement sont des « fascistes » ?

Ou dois-je en conclure que, en France au moins, tous les gouvernements, toutes tendances confondues, pratiquent la censure ? Dans ce cas, pourquoi dénoncez-vous la censure uniquement lorsqu'elle est « fasciste » ?

Celui qui se veut contre la censure a le devoir de dénoncer *toutes* les censures, d'où qu'elles viennent et quelles que soient les personnes frappées. Ainsi que l'a écrit Noam Chomsky : « *c'est précisément le droit d'exprimer librement les idées les plus effroyables qui doit être le plus vigoureusement défendu ; il est trop facile de défendre la liberté d'expression de ceux qui n'ont pas besoin d'être défendus* ».

J'espère donc que vous agirez afin qu'au salon qui se tiendra prochainement à Gardanne, la scandaleuse censure dont le livre (qui est en partie le mien) : *Le massacre d'Oradour : un demi-siècle de mise en scène* a été victime soit fermement dénoncée.

Dans le cas contraire, j'en déduirai que vos initiatives ne correspondent à aucune conviction véritable et qu'au-delà des mots, vous observez un comportement identique à celui des « fascistes » que vous dénoncez.

Veuillez, Madame, Monsieur, croire en l'expression de mes sentiments choisis.

Mon avocat, Maître Eric Delcroix, insista pour introduire, en mon nom et au nom de mon éditeur, une requête contre l'arrêté du ministre de l'Intérieur. Une première bataille juridique s'engagea, qui se termina le 29 mai 1998 par une défaite, lorsque le Tribunal administratif de Paris rejeta la requête (ill. 7). Nullement découragé, Maître Delcroix interjeta appel. Et effectivement, l'arrêt rendu le 22 janvier 2002 lui donna la victoire. Avec bon sens, les magistrats de la Cour administrative d'appel de Paris déclarèrent que *« si la situation très particulière régnant en 1939 pouvait justifier un contrôle renforcé desdites publications, un régime à ce point dérogatoire, discriminatoire et contraire à la liberté d'expression ne présent[ait] plus, dans les circonstances actuelles, le caractère d'une mesure nécessaire dans une société démocratique »*. Les magistrats jugeaient donc les dispositions de l'art. 14 de la loi incompatibles avec les droits de l'homme et ajoutaient : *« il s'ensuit que l'arrêté attaqué du ministre de l'Intérieur du 2 septembre 1997 [...] est dépourvu de base légale »*. La Cour ordonnait

donc l'annulation du précédent jugement rendu par le Tribunal administratif et de l'arrêté pris par le ministre de l'intérieur (ill. 8). En conséquence, mon ouvrage était à nouveau autorisé sur le territoire français...

Mais mes ennuis ne faisaient que commencer. Fin 2000, je publiais une cassette vidéo intitulée : *« Oradour, 50 ans de mensonges officiels »*. Réalisée à partir d'une conférence dont j'attendais beaucoup mais qui fut assez médiocre, elle ne présentait qu'une très petite partie de mes arguments. J'avais accepté de la diffuser à condition qu'une publicité pour mon livre soit insérée à la fin. J'y voyais juste un outil susceptible d'éveiller l'attention des curieux... Non seulement elle n'éveilla la curiosité de personne, mais l'initiative d'un de mes amis qui entreprit d'en faire la publicité jusqu'à Oradour m'attira les foudres des gardiens de la Mémoire. Une plainte fut déposée le 2 février 2001 par madame Dominique Barrère, directrice du Centre de la Mémoire d'Oradour-sur-Glane. Six jours plus tard, le Préfet de la Haute-Vienne, départe-

Illustration 7 : 5 mai 1998, le Tribunal administratif de Paris rejette la requête déposée par Vincent Reynouard et son éditeur contre l'arrêté du ministre de l'Intérieur (voir ill. 4)

*Jugement du Tribunal administratif de Paris
5 mai 1998 (lu le 29 mai 1998)
page 4*

DECIDE :

Article 1er : La requête de M. REYNOUARD et de l'association STICHTING VRIJ HISTORISH ONDERZOEK est rejetée.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à M. REYNOUARD, à l'association STICHTING VRIJ HISTORISH ONDERZOEK et au ministre de l'intérieur.

Délibéré à l'issue de l'audience du 5 mai 1998, où siégeaient :

M. Farago, président ;
M. Gayet, M. Charles, conseillers, assistés de M. Lam, greffier.

Illustration 8 : 22 janvier 2002, la Cour administrative d'appel reconnaît que l'arrêté du ministre de l'Intérieur « est dépourvu de base légale »

N° 98PA04225

5

inséré à l'article 14 précité de la loi du 29 juillet 1881 attribue compétence au ministre de l'intérieur pour interdire, par dérogation au droit commun et de manière générale et absolue sur l'ensemble du territoire français, la circulation, la distribution ou la mise en vente de toutes publications en langue étrangère ou de provenance étrangère ; que les motifs pour lesquels de telles publications peuvent être interdites ne sont pas précisés ; que si la situation très particulière régnant en 1939 pouvait justifier un contrôle renforcé desdites publications, un régime à ce point dérogatoire, discriminatoire et contraire à la liberté d'expression ne présente plus, dans les circonstances actuelles, le caractère d'une mesure nécessaire dans une société démocratique au sens de l'alinéa 2 de l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; qu'ainsi les dispositions précitées de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 ne sont pas compatibles avec les stipulations dudit article 10 ; qu'il s'ensuit que l'arrêté attaqué du ministre de l'intérieur du 2 septembre 1997, qui a été pris sur le fondement de ces dispositions, est dépourvu de base légale ; que M. REYNOUARD et la FONDATION EUROPEENNE POUR LE LIBRE EXAMEN HISTORIQUE sont, dès lors, fondés à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Paris a rejeté leur demande tendant à l'annulation dudit arrêté ;

Sur les frais irrépétibles :

Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative et de condamner l'Etat à payer à M. REYNOUARD et à l'association FONDATION EUROPEENNE POUR LE LIBRE EXAMEN HISTORIQUE la somme globale de 1.000 euros au titre des frais exposés par eux et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1er : Le jugement du tribunal administratif de Paris en date du 29 mai 1998 et l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 2 septembre 1997 sont annulés.

Article 2 : L'Etat versera la somme globale de 1.000 euros à M. REYNOUARD et à la FONDATION EUROPEENNE POUR LE LIBRE EXAMEN HISTORIQUE au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié à M. REYNOUARD, à la FONDATION EUROPEENNE POUR LE LIBRE EXAMEN HISTORIQUE et au ministre de l'intérieur.

Réquisitoire définitif du procureur, O. Tcherkessof, 13 juin 2003

4-2 Sur la complicité au titre de la mise en vente dans le département de la Haute-Vienne

Les investigations diligentées à partir des premières enveloppes postées dans le département de la Haute-Vienne à destination de personnes ou associations y résidant, contenant des bons de commande proposant à la vente la vidéo cassette de Monsieur Vincent REYNOUARD, ont permis d'identifier l'auteur de ces envois en la personne de Monsieur Guy D [REDACTED]

Ce dernier a été confondu à partir d'une comparaison d'écriture effectuée à partir des enveloppes manuscrites (D 375), ainsi que d'une analyse de l'A.D.N. relevé sur les timbres (D 388).

page 10

Illustration 9 : des expertises d'écriture furent réalisées afin de tenter d'identifier celui qui avait envoyé les publicités pour ma cassette. Les timbres sur les enveloppes furent même décollés afin de récupérer de l'éventuel A.D.N. à des fins d'analyse

ment où se situe Oradour, prit dans l'urgence un arrêté qui interdisait la mise en vente, la distribution et la circulation de ma vidéocassette. Le ministre de l'Intérieur était également prévenu, afin d'obtenir l'interdiction de la cassette sur tout le territoire. La broyeuse judiciaire se mit en marche, sous la direction d'une femme juge d'instruction : Christine Fourel. Une véritable enquête digne d'une affaire terroriste fut mise en œuvre. Des expertises d'écriture furent réalisées afin de tenter d'identifier celui qui avait envoyé les publicités pour ma cassette. Les timbres sur les enveloppes furent même décollés afin de récupérer de l'éventuel A.D.N. à des fins d'analyse (ill. 9). Mon « complice » fut ainsi démasqué et poursuivi lui aussi.

Le 16 mai 2001, suite à une demande des autorités françaises, les autorités belges perquisitionnèrent mon domicile bruxellois et opérèrent des saisies monstres dans mon bureau, emportant mon ordinateur, des cartons d'archives, de docu-

ments personnels et de livres. J'étais absent et lorsque je revins, deux jours plus tard, je trouvai mon bureau vidé comme après un déménagement... Peu après, Christine Fourel saisissait mon passeport et me plaçait sous contrôle judiciaire, un contrôle qui m'interdisait de séjour dans le département d'Oradour, sauf pour y répondre aux convocations de la Justice.

Seulement voilà : comment allait-on faire pour poursuivre ma cassette vidéo ? Au nom de quoi ? Dans un premier temps, en effet, les autorités avaient songé à me poursuivre pour « *contestation de l'existence d'un crime de guerre* ». C'était logique. Mais elles s'aperçurent que la loi antirévissionniste française interdisait uniquement la contestation de crimes contre l'Humanité. Alors elles opérèrent un virage à 180 degrés. Le 19 mai 2001, Christine Fourel m'informa qu'elle envisageait ma mise en examen pour « *apologie de crime de guerre* ». Or, comment faire l'apologie d'un crime que, précisément, on

10 octobre 2001

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

15923

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 27 septembre 2001 portant interdiction de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs et de faire de la publicité d'une vidéocassette

NOR : INTD0100584A

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 2001, considérant qu'au prétexte d'une enquête sur la tragédie d'Oradour-sur-Glane et sans que les faits concrets qu'il allègue soient établis, ce document procède à un traitement complaisant de crimes de guerre et que le contenu de ce document présente un danger dont il y a lieu de protéger tout particulièrement des mineurs qui ne sont pas à même de porter une appréciation sur les affirmations qui y sont proférées, il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 36 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs le vidéogramme intitulé *Oradour-sur-Glane*, est interdite sous les mêmes peines la publicité faite pour cette vidéocassette par quelque moyen que ce soit en dehors des lieux dont l'accès est interdit aux mineurs.

Illustration 10 : l'arrêté d'interdiction de ma cassette vidéo pris par le ministère de l'Intérieur. Il interdisait « *de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs et de faire la publicité* » pour ma cassette. Pour cela, il s'appuyait sur une loi du 17 juin 1998 « *relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs* »

conteste ? Ce retournement illogique trahissait une volonté de me poursuivre à tout prix, sous n'importe quel prétexte.

Christine Fourel me convoqua une première fois en juin 2001. J'en profitai pour lui dire que je ne pouvais pas faire l'apologie d'un crime que, précisément, je contestais. En vain...

Quatre mois plus tard, le ministère de l'Intérieur prenait un arrêté qui interdisait « *de proposer, de donner, de louer ou de vendre à des mineurs et de faire la publicité* » pour ma cassette. Pour cela, il s'appuyait sur une loi du 17 juin 1998 « *relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs* ». Ci-dessus, cet arrêté (toujours valable) qui mérite de figurer dans les annales de la bêtise (ill. 10)...

Mais vient l'aspect le plus intéressant de cette affaire : Christine Fourel m'entendit en novembre 2001, puis en février et en septembre 2002. Lors de ces entretiens, elle m'avait seulement interrogé sur des questions de forme (comment avait

été réalisée la cassette vidéo, qui l'avait reproduite, dupliquée et diffusée ; avais-je bien rencontré tel ou tel témoin du drame, etc.). Or, peu avant de clore le dernier interrogatoire, elle me présenta quelques pièces issues des dossiers du procès des Waffen SS d'Oradour (en janvier-février 1953). Il y avait là quelques interrogatoires, d'autres pièces dont je n'ai pu saisir la nature exacte et, surtout, deux photos prises dans le clocher après le drame. L'une d'entre elle montrait, je m'en souviens très bien, les cloches fondues au sol. A gauche, on distinguait une ellipse totalement noire. Christine Fourel me dit qu'il s'agissait des cloches qui reposaient sur la voûte du clocher, que celle-ci ne s'était donc pas effondrée comme je le prétendais et que l'ellipse noire correspondait au trou de l'oculus, un oculus parfaitement intact, contrairement là aussi à mes allégations. Je lui répondis alors que cette ellipse semblait trop parfaite — notamment dans ses bords totalement lisses — et trop noire pour correspondre au trou de l'oculus... « On en parlera devant le tribunal » ajouta-

tai-je. Elle me répondit qu'elle allait au contraire me convoquer à nouveau pour aborder « le fond » de l'affaire, c'est-à-dire l'aspect purement historique.

Personnellement, cette éventualité me satisfaisait : car les pièces que Christine Fourel m'avait présentées étaient sans aucun doute extraites des archives militaires relatives au procès des Waffen SS d'Oradour. Ces archives, j'avais voulu les consulter lors de mon enquête, mais cela m'avait été refusé au motif qu'aux termes de la loi, elles étaient mises sous scellé pour 100 ans, c'est-à-dire jusqu'en 2053. Ce refus m'avait chagriné et j'étais satisfait à l'idée qu'une confrontation devant la Justice me permettrait d'y avoir accès, au moins partiellement. J'espérais notamment découvrir des documents d'instruction et, surtout, des photos jamais publiées... J'attendis donc avec impatience ma prochaine convocation dans le cabinet du juge. Nous étions en septembre 2002. Janvier 2003 vint, puis mars, puis juin, sans aucune nouvelle de Chris-

tine Fourel. Par la suite, je pus apprendre qu'elle avait clos l'instruction en mars 2003. Le 13 juin 2003, le Procureur de la République, M. Tcherkessoff, rendit son réquisitoire définitif. Sans surprise, il invitait Christine Fourel à nous renvoyer, mon complice et moi, devant le tribunal correctionnel « *pour y être jugés conformément à la loi* ». Il justifiait ainsi la prétendue apologie d'un crime de guerre (ill. 11) :

En soutenant [...] que le massacre commis à Oradour-sur-Glane le 10 juin 1944 [...] ne résultait pas d'une action délibérée et menée pour l'exemple par les Waffen SS [...] mais avait été déclenché par l'explosion d'un dépôt de munitions aménagé par la Résistance dans l'église, déchiquetant les femmes et les enfants qui se trouvaient dans la nef, et déclenchant l'exécution des hommes regroupés dans les granges, Monsieur Vincent Reynouard, par la justification au moins partielle qu'il tente de donner aux crimes de guerre commis, en fait l'apologie [ill. 11].

Ce raisonnement était inepte : dans mon ouvrage, j'avais simplement *expliqué* pourquoi, suite à l'explosion

Illustration 11 : comment le procureur justifiait l'accusation d'« apologie de crime de guerre »

2.2 sur l'apologie de ces crimes

En soutenant, à partir des résultats de sa propre enquête, reposant selon ses dires tant sur des éléments objectifs que sur des témoignages, que le massacre commis à Oradour sur Glane le 10 juin 1944, au cours duquel six cent quarante deux personnes (hommes, femmes et enfants) ont trouvé la mort, ne résultait pas d'une action délibérée et menée pour l'exemple par les Waffen SS de la division "Das Reich", ce qui a justifié la qualification de crimes de guerre retenue par le tribunal de Bordeaux, mais avait été déclenché par l'explosion d'un dépôt de

Réquisitoire définitif, déjà cité, p. 7

munitions aménagé par la résistance locale dans l'église, déchiquetant les femmes et les enfants qui se trouvaient dans la nef, et déclenchant l'exécution des hommes regroupés dans les granges, Monsieur Vincent REYNOUARD, par la justification au moins partielle qu'il tente ainsi de donner aux crimes de guerre commis, en fait l'apologie.

inopinée de l'église, les soldats qui craignaient une intervention du maquis avaient tiré sur les hommes parqués dans les granges. Si cette explication pouvait, à l'extrême rigueur, être considérée comme une justification timide, il fallait une forte dose de mauvaise foi pour y voir une « apologie ». Jamais je n'avais dit ou écrit : « Bravo les Waffen SS, vous avez eu raison de massacrer ce ramassis de communistes ; bien fait pour eux et dommage que vous n'ayez pu en exterminer davantage ! ». Mais c'était oublier qu'il fallait impérativement me poursuivre. Le 22 juillet 2003, Christine Fourel suivit le Procureur et rendit une ordonnance de renvoi devant le Tribunal correctionnel. La nouvelle fut rendue publique le 17 septembre suivant.

Christine Fourel n'avait donc finalement pas voulu discuter avec moi du fond de l'affaire. Pourquoi ? Que s'est-il passé entre septembre 2002 (lorsqu'elle me montra quelques documents) et mars 2003 (lorsqu'elle clôtura l'instruction) ? Mystère. Mais je note que plus jamais les documents ne me furent soumis. Je pense plus particulièrement à cette

étrange photo prétendument prise au-dessus de la voûte du clocher et sur laquelle on aurait vu le trou de l'oculus. Pourquoi ne me l'a-t-on pas opposée, lors des audiences, alors qu'elle devait suffire à renverser mes conclusions ? Personnellement, je considère ce refus d'aborder le fond de l'affaire comme un aveu : l'aveu que la thèse officielle est insoutenable, ce dont je n'ai jamais douté.

Je n'insisterai pas ici sur les deux procès qui eurent lieu contre nous à Limoges. J'en ai déjà parlé ailleurs et les comptes-rendus sont disponibles sur notre site phdnm.org (rubrique « Oradour »), aussi bien pour la première instance que pour l'appel. J'invite les lecteurs intéressés à s'y reporter. Je noterai seulement que pour pouvoir me déclarer coupable d'apologie, les juges de première instance ont menti en déclarant que, pour moi, le massacre d'Oradour était « *un fait de guerre quasi ordinaire* » et qu'il s'agissait « *d'une riposte à une agression dont les Waffen SS auraient, eux-mêmes, été l'objet* » (ill. 12). Ils me condamnaient à un an de prison, dont neuf mois avec sursis, à 10 000 € d'a-

Illustration 12 : le mensonge des juges de première instance afin de prétendre que je m'étais rendu coupable d'une « apologie de crime de guerre » (extrait du jugement du 12 décembre 2003, p. 8)

Vincent REYNOUARD présente ainsi la réaction des Waffen SS, criminels de guerre d'Oradour Sur Glane le 10 juin 1944, comme un fait de guerre quasi ordinaire, s'agissant, en l'espèce, d'une riposte à une agression dont les Waffen SS auraient, eux-mêmes, été l'objet et ce, dans le seul but d'inciter les spectateurs de la cassette-vidéo à porter, en définitive, un jugement de valeur morale favorable sur les crimes d'Oradour sur Glane et leurs auteurs criminels de guerre, commettant ainsi le délit d'apologie de crime de guerre prévu et réprimé aux articles 23 et 24 de la loi du 31 juillet 1881.

Déclare Monsieur REYNOUARD Vincent coupable des faits qui lui sont reprochés ;

Condamne Monsieur REYNOUARD Vincent à la peine de 1 AN d'emprisonnement dont 9 mois avec sursis assorti d'un délai d'épreuve de 3 années, conformément aux prescriptions des articles 739 à 747 du Code de Procédure Pénale, 132-40 à 132-53 du Code Pénal ;

Vu l'article 132-45 du Code Pénal, lui impose les obligations suivantes :

- d'indemniser les victimes,

- de ne pas paraître sur toute l'étendue du département de la Haute-Vienne ;

Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision ;

Le condamne en outre à 10.000 euros d'amende.

Jugement du 12 décembre 2003, p. 15.

Illustration 13 : la condamnation de première instance

mende, à l'obligation d'indemniser les victimes et de ne plus paraître sur le territoire de la Haute-Vienne (ill. 13).

A la sortie du tribunal, ce 12 décembre 2003, des militants antifascistes m'attendaient avec des matraques et autres bâtons pour me rosser. Ils avaient auparavant distribué ce tract intitulé : « *Ils ne peuvent plus répondre, frappons pour eux* » (ill. 14). C'était d'autant plus stupide que la photo montrée était celle d'enfants et d'adultes retrouvés bien en vie à la libération du camp d'Auschwitz. On était donc loin, très loin des morts d'Oradour. C'était toutefois à l'image du reste du tract qui n'était qu'un tissu d'approximations et d'affabulations. Quoi qu'il en soit, le titre de la feuille était vrai puisque je ne dus le fait de ne pas être frappé qu'à la protection d'un groupe d'amis et à une course rapi-

de vers une voiture qui m'attendait... C'est amusant de constater que, de Bagdad à Limoges en passant par Tripoli, les partisans de la tolérance, de la paix et de la civilisation sont toujours les plus armés.

Face à l'iniquité du jugement, je fis appel. Je pensais que les juges d'appel n'oseraient pas confirmer ce mensonge proféré afin de me condamner pour une « apologie » imaginaire. Or, non seulement ils suivirent les magistrats de première instance, mais en plus, ils doublèrent la peine de prison, me condamnant à deux ans, dont six mois ferme. Ces six mois devaient servir « *à prévenir le renouvellement de l'infraction et à apaiser le trouble exceptionnel et persistant apporté à l'ordre public par la diffusion de la cassette incriminée dans la localité même où se sont déroulés les événements* » (ill. 15).

Illustration 15 : une peine doublée en Appel

Dans ces conditions, il y a lieu d'aggraver la peine d'emprisonnement prononcée par les premiers juges et de porter à 2 années la peine d'emprisonnement dont 18 mois seront assortis du sursis simple, la partie ferme étant de nature à prévenir le renouvellement de l'infraction et à apaiser le trouble exceptionnel et persistant apporté à l'ordre public par la diffusion de la cassette incriminée dans la localité même où se sont déroulés les événements.

Illustration 14 : tract que les « antifascistes » distribuèrent le jour du procès de Vincent Reynouard à Limoges. Ils attendaient le prévenu à la sortie du tribunal avec des bâtons pour le frapper

ILS NE PEUVENT PLUS REpondre, FRAPPONS POUR EUX!

Le révisionnisme, écrit Pierre Vidal-Naquet, est la doctrine selon laquelle le génocide par l'Allemagne nazie des Juifs et des Tziganes n'a pas existé mais relève du mythe, de l'affabulation, de l'escroquerie.

Le négationniste Faurisson, se fondant sur une interprétation des documents historiques, les trafiquant, les manipulant, déclarait le 17 décembre 1980 que "les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide forment un seul et même mensonge historique".

C'est ce type d'idées qu'a développé toute sa vie durant Vincent Reynouard, jugé ce vendredi 12 décembre 2003 devant le tribunal de Limoges, pour apologie de crimes de guerre.

C'est aussi la raison de notre présence ici.



Retour sur une carrière déjà longue. Cet ancien étudiant d'extrême droite de Caen est un « spécialiste » du révisionnisme. On le retrouve partout où saine mensonge et peste brune:

- condamné, en 1992 et 1996, à des peines de prison avec sursis pour avoir distribué des tracts niant la réalité du génocide Juif.
- suspendu puis révoqué de l'Education Nationale en 1997 pour avoir utilisé le matériel informatique de son établissement aux fins de fabrication de documents négationnistes, pour avoir donné à ses élèves à résoudre des problèmes de mathématiques morbides et ambigus sur les chambres à gaz, pour avoir diffusé au sein de l'établissement de la propagande négationniste, et enfin pour avoir appelé les élèves à manifester en sa faveur.
- président de l'Association normande pour l'éveil du citoyen (ANEC), qui est devenue en quelques années le principal éditeur et diffuseur négationniste en France.
- poursuivi par le Conseil général de la Haute-Vienne pour la publication de « Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène ». Cet ouvrage tend à dédouaner les nazis dans leur rôle pendant le massacre d'Oradour, reprenant et développant la thèse d'un colonel SS.
- membre activiste d'un groupuscule néo nazi et négationniste bruxellois (VHQ, dont le but est de nier le génocide subi par les Juifs pendant la seconde guerre mondiale), hébergé par une communauté chrétienne intégriste proche de la Fraternité Saint-Pie X.
- auteur d'une cassette reprenant le contenu de son ouvrage précédemment interdit, 64 minutes tournées sur les lieux du massacre d'Oradour, le 10 juin 1944.

Ce n'est donc pas seulement le procès d'un homme, mais celui de tout un système de provocations mensongères et d'affabulations sous couvert d'études pseudo scientifiques. Derrière les mots et les folles théories de cet homme se cachent les idées les plus abjectes.

Nous ne laisserons pas impunis ces crimes où le mensonge le dispute à la haine la plus aveugle. Comment combattre cette agression faite à la mémoire, à l'Histoire ? Sans doute en ne laissant passer aucune des tentatives de ces falsificateurs, dont le seul but est d'attiser les rancœurs et d'imposer des idéologies de mort. En cultivant la force du souvenir, et en gardant en tête les enjeux du présent. Et surtout en étant présents à chaque fois que le fascisme pointe le bout de son groin, pour qu'ils sachent qu'on sera toujours en face.

En tant que militants antifascistes, enfants et petits-enfants des victimes de la barbarie nazie, l'heure est à la vigilance. Plus que jamais, les yeux dans les yeux, combattons la vermine brune !



Dehors les punaises révisionnistes !

SEMP Limoges

AGEL-FSE
Solidarité Etudiante!

Arrêt de la Cour de Cassation, 12 avril 2005

Attendu que, pour reconnaître au contenu du vidéogramme litigieux un caractère apologétique, l'arrêt énonce que celui-ci donne à penser que l'auteur tente de réhabiliter les actes du régime national socialiste allemand et accuse les survivants de falsifier l'histoire ;

Mais attendu qu'en déduisant de la présentation fallacieuse des faits par le prévenu, l'existence d'une justification de ce crime de guerre, de nature à inciter le spectateur à porter, sur ces faits, un jugement favorable, la cour d'appel a faussement apprécié le sens et la portée du contenu du vidéogramme qui s'analyse en une contestation d'un crime de guerre non susceptible de qualification pénale ;

D'où il suit que la cassation est encourue de ce seul chef ; que n'impliquant pas qu'il soit à nouveau statué sur le fond, elle aura lieu sans renvoi, ainsi que le permet l'article L. 131-5 du Code de l'organisation judiciaire ;

Illustration 16 : avril 2005, la Cour de cassation déclare que Vincent Reynouard ne s'est livré à aucune « apologie ». Il a fallu quatre ans de combat pour qu'enfin, des juges reconnaissent l'évidence et l'expriment en... trois lignes

Abasourdi par un tel arrêt, Maître Delcroix me conseilla de me pourvoir en cassation, ce que je fis. Le 15 avril 2005, la Cour de cassation rendit son arrêt. En trois lignes seulement, elle annulait toutes les condamnations qui m'avaient frappé, déclarant : « *la cour d'appel a faussement apprécié le sens et la portée du contenu du vidéogramme qui s'analyse en une contestation d'un crime de guerre non susceptibles de qualification pénale* » (ill. 16). Il avait donc fallu attendre quatre ans et aller jusqu'en cassation pour

que, enfin, des magistrats, reconnaissent l'évidence, à savoir que j'avais contesté un crime de guerre, sans en faire le moins du monde l'apologie. Mais quel gâchis ! Que d'heures perdues en expertises, en enquêtes, en perquisitions, en aller-et-venues Bruxelles-Limoges pour répondre aux convocations de Christine Fourel ; que d'argent en perdu en frais divers... !

Sans surprise, l'arrêt de la Cour de Cassation provoqua la colère à Oradour (ill. 17).



● REVISIONNISME

**Reynouard «gagne»
en cassation.
Colère à Oradour**

PAGES FRANCE

Illustration 17 :

La décision de la Cour de cassation provoque la colère chez les gardiens de la mémoire d'Oradour.

L'ECHO EVENEMENT

PROCÈS DU RÉVISIONNISTE REYNOUARD

Le souvenir d'Oradour une nouvelle fois piétiné

Le jugement de la cour d'appel de Limoges, à la veille du 60^e anniversaire de la

Mercredi, la Cour de cassation a annulé la condamnation du révisionniste Vincent Reynouard prononcée par la cour d'appel de Limoges le 9 juin dernier. Aujourd'hui les réactions sont vives à Oradour.

Illustration 18 : suite à la décision de la Cour de cassation, la presse locale parla d'un *souvenir piétiné*, alors qu'il était tout d'abord question de respecter la loi

La presse locale parla d'un *souvenir piétiné*, alors qu'il était tout d'abord question de respecter la loi (ill. 18). Pendant quatre ans, juge d'instruction, procureurs et magistrats avaient tordu les textes de façon éhontée afin d'aboutir à ma condamnation. Le ministère de l'Intérieur avait même invoqué une loi sur les infractions sexuelles pour freiner la diffusion de ma cassette. Tout cela avec les applaudissements des gardiens de la Mémoire.

Personnellement, je n'ai profité de cette victoire remportée en cassation ni pour accabler les juges qui m'ont condamné ni pour m'acharner sur les gardiens de la Mémoire. J'imagine aisément la trouille que doit éprouver un magistrat de Limoges chargé de juger un « négationniste » de l'affaire d'Oradour. Il lui aurait fallu un courage exceptionnel, dans cette région, pour me relaxer. Or, on ne peut demander à personne d'être un héros. Cela aussi, il faut le comprendre au moment où des sentiments de haine pourraient nous envahir. Quant aux gardiens de la Mémoire, pourquoi les haïrais-je ? Ils ont voulu faire interdire mon livre ; ils ont échoué. Ils ont voulu me faire condamner ; ils ont échoué.

Pendant quatre ans, ils se sont compromis en applaudissant à l'injustice. Leur seule victoire ? L'interdiction de ma cassette vidéo grâce à un arrêt qui invoque une loi sur les agressions sexuelles. Bref, ils se sont déconsidérés eux-mêmes.

J'espère juste qu'un jour, le temps passant, les jeunes générations d'Oradour accepteront de faire la paix avec les révisionnistes autour de la vérité historique.

Couverture du D.V.D. de V. Reynouard.
Prix : 12 €

